

Extrait de l'ouvrage
paru en mars 2016.
A commander aux presses
de Sciences Po



ATLAS DES MIGRATIONS ENVIRONNEMENTALES

**Dina Ionesco
Daria Mokhnacheva
François Gemenne**



SciencesPo
LES PRESSES

L'*Atlas des migrations environnementales* a été réalisé dans le cadre d'un partenariat entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et les Presses de Sciences Po et grâce au soutien continu de nos bailleurs. Nous tenons tout particulièrement à remercier pour leurs contributions généreuses : la Commission européenne, la Coopération italienne, EPA Ghana, la fondation Bernheim, la fondation Heinrich Böll, le fonds ISDT Wernaers, la fondation Population, migration, environnement (BMU-PME), la Nippon Foundation, le Programme des Nations unies pour le développement, le Secrétariat de la Convention des Nations unies pour la lutte contre la désertification, et l'Action IS1101 du programme COST de l'Union européenne.



Les auteurs tiennent à remercier tous les contributeurs, collègues et partenaires gouvernementaux, institutionnels et académiques ayant apporté leur précieux soutien à ce projet.

Atlas des migrations environnementales

978-2-7246-1655-2

© Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2016.

Traduction :

Bruno Krebs

Édition :

Laurence de Bélizal, Fabien Crespin

Réalisation cartographique :

Atelier de cartographie de Sciences Po

Aurélie Boissière

Philippe Rekacewicz

Agnès Stienne

ZOI Environment Network

Composition :

Alain Chevallier

Impression :

Soregraph, Nanterre

Photos de couverture :

Première de couverture : « Maldives, un archipel à fleur de peau » © Guillaume Collanges/Argos/ Picturetank. Quatrième de couverture : « Haïti, Cité Soleil »

© Alessandro Grassani

Les cartes de l'*Atlas des migrations environnementales* reprennent les fonds de cartes de la section de cartographie de l'Organisation des Nations unies (2012). Les appellations employées et la présentation des données sur ces cartes ne sont pas garanties sans erreurs et n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Mobilisons-nous pour les migrants environnementaux

Notre époque connaît une mobilité humaine sans précédent. Sur les sept milliards d'individus que compte la planète, plus d'un milliard sont en mouvement, à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays d'origine. Soit une personne sur sept.

Cette mobilité résulte d'une multiplicité de facteurs entremêlés : la pauvreté, la recherche d'une vie meilleure, les disparités entre le Nord et le Sud, les conflits, les besoins en main-d'œuvre, l'explosion démographique, la révolution numérique. Mais aussi des facteurs environnementaux, en particulier les catastrophes naturelles et le changement climatique. En 2014, plus de 19 millions de personnes ont été nouvellement déplacées à l'intérieur de leur pays du fait de catastrophes naturelles – des données qui ne prennent même pas en compte les dégradations lentes de l'environnement ni les sécheresses.

Face à ces réalités, il faut cesser de se lamenter. Il faut agir.

Pour cela, nous devons d'abord mieux comprendre les liens complexes entre mobilité humaine, environnement et changement climatique. Ensuite, nous devons lever le voile sur un certain nombre de fausses perceptions.

Trop souvent, on ne parle que des déplacements forcés survenant après des catastrophes naturelles. Leur coût humain reste bien sûr choquant et beaucoup trop élevé, mais il nous fait ignorer toutes les autres formes de mobilité liées aux dégradations lentes, de même que le sort de ceux qui n'ont pas les moyens de recourir à la migration.

Trop souvent, on néglige la réalité interne et interrégionale ainsi que la dimension Sud-Sud de ces migrations pour mettre en avant des scénarios alarmistes, peu conformes aux réalités. Ou bien, à l'opposé, on ignore la dimension environnementale, très difficile à isoler parce mêlée à d'autres causes, économiques par exemple.

Trop souvent encore, on oublie qu'au niveau personnel, de nombreux facteurs se combinent et influencent les stratégies de chacun, et que la migration est tout sauf une réponse mécanique.

Trop souvent enfin, on méconnaît les contributions positives des migrants aux économies de leur région ou pays d'accueil et de destination, de même que les bénéfices de la migration et le rôle que pourraient jouer les migrants dans les efforts mêmes d'adaptation au changement climatique.

Ma vision est celle d'un monde où le potentiel des migrations est reconnu et valorisé, mais aussi celle d'un monde où ceux qui ne souhaitent pas migrer ont la possibilité de rester dans leur région et dans leurs pays. Les migrations peuvent être gérées, planifiées, facilitées et organisées de manière efficace et respectueuse. Les politiques pour protéger les populations concernées relèvent autant du domaine de la prévention que de la capacité à gérer efficacement les migrations induites par des causes environnementales. Nous pouvons par exemple multiplier les voies légales de migration, fluidifier la mobilité grâce à des programmes de migration circulaire ou saisonnière et mettre en place des mesures de protection temporaire. L'OIM ne considère pas seulement que les migrations sont inévitables en raison des réalités démographiques, sociales, économiques et politiques ; mais aussi qu'elles sont nécessaires et même souhaitables pour que les nations puissent prospérer, dès lors qu'elles sont bien gérées et respectueuses des droits de l'homme.

Les migrations environnementales interfèrent avec de très nombreux autres domaines, en particulier le développement, l'humanitaire, la réduction des risques de catastrophes, les politiques de gestion urbaine et rurale et, bien sûr, les politiques du climat, auxquels cet ouvrage accorde une place importante. L'Agenda

2030 du développement durable et le Cadre de la réduction des risques de catastrophes de Sendai, tous deux adoptés en 2015, ont reconnu formellement les migrants en tant que groupe important, soulignant non seulement leurs vulnérabilités, mais aussi leurs forces spécifiques. Depuis 2010, l'importance de la mobilité humaine a été reconnue par les États dans plusieurs textes adoptés lors des négociations sur le climat. Il faut continuer à l'insérer dans le cadre de l'action collective sur le climat et de son financement, afin de traiter ses causes profondes et de permettre aux migrants de s'affirmer comme acteurs responsables, conscients et engagés dans l'action pour le climat. L'action de l'OIM a également progressé dans ce sens depuis que ses États membres ont approuvé la création d'une division consacrée à la thématique migration, environnement et changement climatique, opérationnelle depuis le début de l'année 2015. Ce sont autant de signes indéniables de la reconnaissance du lien entre problématiques environnementales et migratoires.

Nous ne pouvons plus nous permettre d'ignorer la mobilité humaine – elle est constitutive de notre temps – dans les efforts collectifs pour l'avenir de la planète.

La publication de cet *Atlas des migrations environnementales* participe de nos efforts pour porter un message informé et équilibré sur les migrations contemporaines.

William Lacy Swing

Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)



Agissons pour notre avenir

Longtemps ignorées, migrations et dégradation environnementales se sont peu à peu imposées au cœur de nos priorités politiques, et ce phénomène ne saurait nous surprendre.

Les ruraux pauvres sont les premiers et les plus durement atteints par le changement climatique et la dégradation environnementale. La pauvreté touche trois ruraux sur quatre dans le monde, et 86 % d'entre eux dépendent de la terre pour leur survie. Au moins 1,5 milliard d'êtres humains sont ainsi attachés à une terre dégradée et assaillie par des forces qui les dépassent. En ces temps de changement climatique spectaculaire, alors que les sols se dessèchent et que le niveau des océans augmente, la compétition pour les ressources naturelles vitales va s'accroître et des communautés vont s'effondrer. Les migrations saisonnières que nous observons déjà en réponse aux récoltes insuffisantes risquent de se transformer en migrations définitives en cas de récoltes détruites ou de sécheresse extrême.

Face à ces défis, les solutions fondées sur le seul endiguement mènent à une pauvreté record, à des violations des droits de l'homme et à des déplacements forcés encore plus nombreux. Nous observons les conséquences de notre manque d'action holistique à travers la multiplication des morts et des souffrances en mer, dans les déserts et le long des frontières. À moins de les prendre en compte et de les traiter à temps, l'agitation sociale et la montée de la violence suivront inévitablement.

Pourtant, des politiques proactives centrées sur la relation entre les populations et leurs terres permettraient de garantir la sécurité de tous. Avant qu'elles ne soient piégées, nous pouvons soutenir les communautés vulnérables dans la réhabilitation de leurs terres ; nous pouvons aider les gouvernements à garantir le droit à la propriété et à créer de nouveaux emplois pour les migrants

saisonniers tout en multipliant les opportunités d'investissements fonciers. En renversant les tendances à la dégradation, nous pouvons offrir des alternatives et construire la cohésion sociale, éliminant ainsi certains facteurs de radicalisation et de conflit.

Des événements à effet lent comme la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse nous permettent de planifier et d'intervenir. La prise en compte du changement climatique peut être simple et peu coûteuse. Afin d'éviter les déplacements environnementaux et les migrations de masse, nous pouvons renforcer la résilience des communautés et, simultanément, les ressources dont elles dépendent. Nous pouvons également nous appuyer sur les forces des migrants eux-mêmes afin de planifier des interventions en temps et en heure. Les migrants ont acquis un trésor de savoirs et d'expérience ; dûment motivés, ils ont la capacité d'investir dans leur pays d'origine pour stabiliser les écosystèmes dégradés et préserver des communautés entières. Ainsi, les transferts de fonds vers l'Afrique subsaharienne atteignent environ 40 milliards de dollars annuels. Un travail considérable pourrait être accompli si de telles sommes étaient correctement investies.

Prenons l'Éthiopie par exemple. Ce pays s'est fixé pour objectif à l'horizon 2025 de rendre à la productivité 15 millions d'hectares de terres dégradées et déboisées – soit un sixième de sa superficie totale. Les transferts de fonds, d'environ 500 dollars annuels par foyer, sont traditionnellement utilisés pour des besoins à court terme (nourriture, notamment), mais en zones rurales, ces versements sont de plus en plus souvent affectés au remboursement des dettes et à l'amélioration de la résilience des sols face au changement climatique. On voit également des migrants de retour introduire de nouvelles pratiques agricoles, résilientes au climat. Des emplois se créent

pour des jeunes ruraux qui, autrement, auraient peut-être eux-mêmes migré.

Le Sénégal, conscient du lien de cause à effet entre dégradation des sols et migration comme du potentiel des investissements de la diaspora, promeut également des politiques et programmes aptes à attirer ces investissements vers des opportunités foncières. Le gouvernement et ses agences techniques créent un environnement attractif pour les entrepreneurs migrants en leur offrant des terres et des crédits à faible taux. Ces opportunités suscitent une forte demande de la part de la diaspora. En réitérant ces expériences réussies et en élargissant notre vision des relations entre migration et problèmes environnementaux, nous pourrions exploiter l'immense potentiel que représentent les migrants pour accroître la résilience de leurs communautés d'origine.

L'*Atlas des migrations environnementales* permet une meilleure prise de conscience de la convergence entre migrations et tendances environnementales. Comprendre ces dynamiques et s'y confronter avant que trop de vies ne soient détruites et trop de ressources ne soient irrémédiablement perdues est essentiel pour préserver l'avenir de chacun d'entre nous.

Monique Barbut

Secrétaire exécutive
de la Convention des Nations unies
sur la lutte contre la désertification



Le dérèglement climatique, l'ultime injustice

Je tiens d'abord à féliciter l'OIM et l'équipe qui a réalisé cet *Atlas des migrations environnementales*. C'est une contribution qui nous aidera collectivement à porter un autre regard sur la situation de ceux qui n'ont d'autre choix que de quitter la terre où ils sont nés.

Un accord universel, juridiquement contraignant, des 195 États parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques est absolument essentiel pour maintenir l'élévation des températures dans la limite des 2 °C d'ici à la fin de ce siècle. Il revient aux décideurs, il nous revient, d'écrire l'histoire si nous ne voulons pas avoir à la subir.

Le changement climatique, c'est l'ultime injustice. Ses premiers effets se font déjà sentir et n'épargnent aucune zone du globe, aucun continent. Mais les conséquences des épisodes de pluies violentes ou de sécheresse prolongée, les effets dramatiques des tempêtes, des ouragans et des typhons ne sont pas les mêmes que l'on vive au Nord ou au Sud. Et ce sont ceux qui ne bénéficient d'aucune des avancées du progrès qui en sont les victimes impuissantes.

Avec le président François Hollande, je me suis rendu aux Philippines, où j'ai pu constater que les populations ressortent de chaque nouvel épisode climatique extrême — comme nous les appelons pudiquement — toujours un peu plus démunies, s'enfonçant à chaque fois dans une précarité plus grande. L'Afrique non plus n'est pas épargnée : partout, le cycle des pluies est bouleversé. Là où depuis toujours, plusieurs récoltes par an assuraient la subsistance des populations, la sécheresse n'en autorise plus qu'une. Le bétail aussi est atteint : les pâturages inondés puis asséchés brutalement ne lui permettent plus de se nourrir et le lait se fait moins abondant. Quand il devient impossible de nourrir sa famille, de vivre en sécurité sur la terre de ses ancêtres, quelle autre alternative que de

chercher refuge ailleurs, dans des capitales déjà surpeuplées, ou plus loin, bien souvent au Nord, là où il suffit de tourner un robinet pour avoir de l'eau potable ?

Les crises sociales, économiques, financières, écologiques que nous connaissons aujourd'hui sont le fait de notre génie, non de notre impuissance. Le dérèglement climatique est bien la conséquence de nos modes de vie, du modèle économique issu de la Révolution industrielle du XIX^e siècle. « Notre époque se caractérise par la profusion des moyens et la confusion des intentions », disait Einstein. Comme le souligne le pape dans l'encyclique *Laudato Si'*, il nous revient de prendre soin ensemble, croyants et non-croyants, de notre maison commune. L'encyclique, comme la déclaration islamique sur le changement climatique global adoptée lors du Symposium international islamique sur le changement climatique en août 2015 à Istanbul, insistent sur la nécessaire sobriété à laquelle nous devons nous tenir. Religieux, scientifiques, intellectuels sont de plus en plus nombreux à nous inviter à construire un monde basé sur la protection plutôt que sur la prédation, sur la coopération plutôt que sur la compétition, sur le juste échange plutôt que sur le libre-échange, sur le partage plutôt que sur l'accumulation.

Pour que la Méditerranée redevienne le symbole de liberté et de civilisation qu'elle a été pendant des siècles, pour qu'elle cesse d'être le cimetière où se fracasse l'espoir d'une vie meilleure pour des milliers de personnes, redeviendons simplement humains. Les solutions pour lutter et s'adapter contre le changement climatique existent : substituer aux énergies fossiles les énergies éternellement renouvelables que sont le soleil, le vent ou l'eau ; restaurer les terres dégradées pour les remettre en culture ; préserver la biodiversité afin de renforcer la résilience des lieux où l'humanité vit depuis si longtemps ; ou encore faciliter la migration

pour mieux s'adapter et réduire la pression sur les écosystèmes fragiles. Tout cela est à notre portée. Il suffit de le vouloir et d'avoir aujourd'hui le courage d'agir. 2015 est une année cruciale. Elle constitue une étape clé du processus de deux grandes négociations internationales : celle sur le développement et celle sur le climat. C'est bien ensemble que ces questions doivent être traitées. Le défi qui nous attend est de permettre à une population qui n'a jamais été aussi nombreuse d'atteindre un niveau de qualité de vie sans précédent.

Nicolas Hulot

Envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète



Catastrophes et déplacements

Les catastrophes déplacent chaque année des millions de personnes. Les décideurs politiques ont besoin de statistiques fiables pour faire face à l'accroissement des risques de déplacement.

Les aléas naturels seuls ne suffisent pas toujours à provoquer catastrophes et déplacements. Les travaux de l'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) montrent que l'augmentation du risque de déplacement est principalement liée à la croissance démographique, à l'exposition des populations aux aléas, en particulier dans les zones urbaines densément peuplées. L'impact du changement climatique devrait exacerber ces tendances au cours des prochaines décennies, accentuant les besoins en données qui permettraient de planifier, de prévenir et de réduire les déplacements. Des efforts considérables ont été récemment consentis pour combler le retard en connaissances.

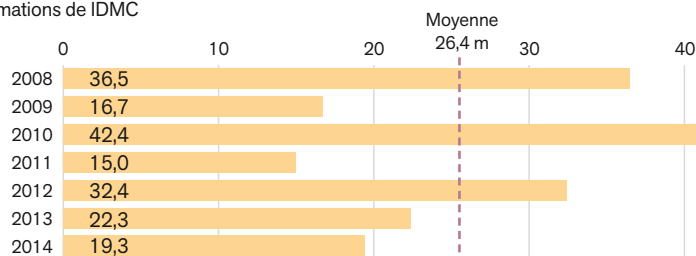
Estimations globales

Depuis 2008, l'IDMC développe des méthodologies et des bases de données regroupant les incidences recensées de déplacements liés aux catastrophes pour mieux appréhender leur amplitude, leur localisation et leurs schémas globaux. Ces données exploitent des sources très diverses : gouvernements locaux ou autorités locales, FICR et sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, agences des Nations unies, OIM, ONG diverses, médias et secteur privé. Entre 2008 et 2014, quelque 185 millions de personnes auraient été déplacées à travers 173 pays, soit 26,4 millions de personnes en moyenne par an. On note toutefois des variations considérables entre les chiffres annuels, de 15 à 42 millions de personnes, du fait d'événements majeurs qui ont un fort impact, mais sont plus rares. Dans l'ensemble, les risques de déplacements liés aux catastrophes

Déplacements liés aux catastrophes dans le monde, 2008-2014

Nombre de personnes nouvellement déplacées du fait de catastrophes, arrondi au 100 000^e (en millions)

Estimations de IDMC

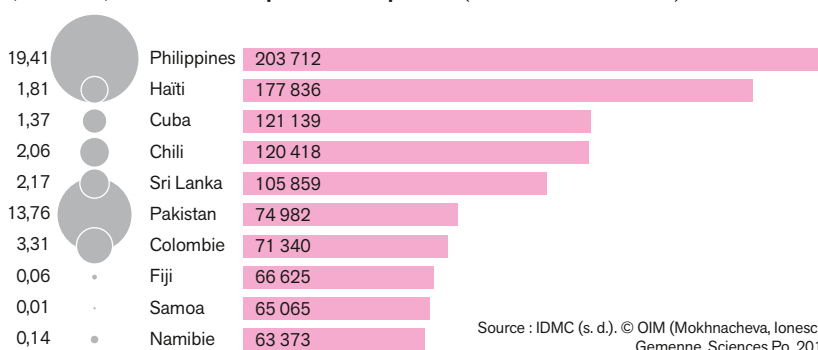


Source : IDMC (2015b). © OIM (Mokhnacheva, Ionesco), Gemenne, Sciences Po, 2015.

Pays avec le plus grand nombre de déplacés par catastrophes, 2008-2013

Nombre total de personnes déplacées (en millions)

Nombre relatif de personnes déplacées (sur un million d'habitants)



Source : IDMC (s. d.). © OIM (Mokhnacheva, Ionesco), Gemenne, Sciences Po, 2015.

ont doublé depuis les années 1970, qu'il s'agisse de déplacements directement provoqués par la menace ou de l'impact soudain de phénomènes climatiques ou géophysiques.

Une distribution régionale irrégulière

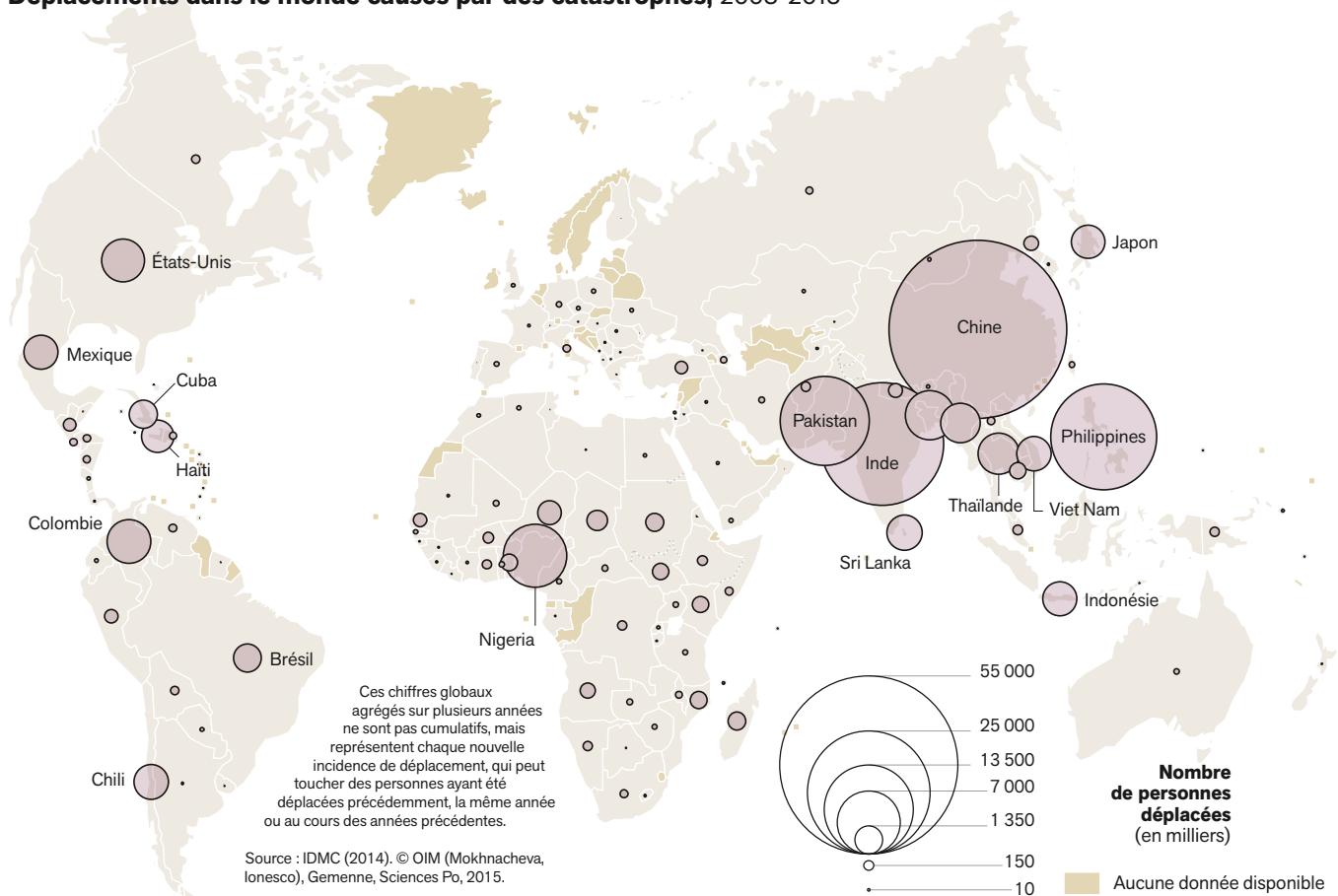
Les données de l'IDMC reflètent également la distribution régionale des déplacements à travers la planète : 11 des 20 pays les plus touchés entre 2008 et 2014 se trouvent en Asie (82 % des mouvements entre 2008 et 2014), à commencer par la Chine, l'Inde, les Philippines, le Pakistan et le Bangladesh. Les Amériques entrent pour 10 % du total, tandis que l'Europe et l'Océanie réunies n'en représentent que 0,5 %. La proportion des déplacements en Afrique demeure stable, hormis un pic en 2012 dû aux inondations catastrophiques survenues

en Afrique centrale et de l'Ouest (25 % du total mondial en 2012, à comparer aux 8-9 % de 2008-2011 ou aux 4 % de 2014). Ces données ne disent pas où les populations trouvent refuge ni où elles finissent par se réinstaller – dans leur foyer d'origine ou ailleurs. Mais il semble que la plupart des déplacés restent dans leur pays, voire ne s'éloignent guère de chez eux. Et si certains franchissent les frontières internationales, les statistiques globales sur ce type de migration font elles aussi défaut.

Les risques généralement associés aux déplacements

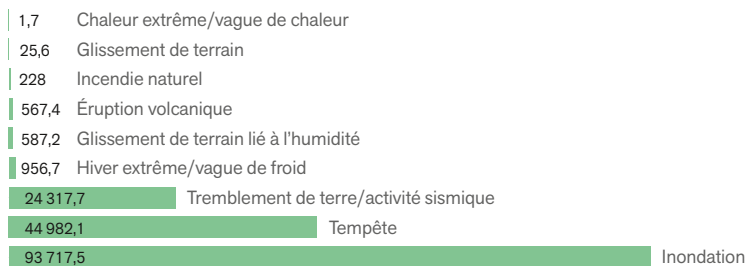
Les catastrophes déclenchées par les phénomènes climatiques provoquent à l'évidence l'essentiel des déplacements (86 % du total), à commencer par les inondations (55 % des mouvements totaux entre 2008 et 2014), puis les

Déplacements dans le monde causés par des catastrophes, 2008-2013



Populations déplacées, par type de catastrophe naturelle, 2008-2013

(en milliers)



Source : IDMC (s. d.). © OIM (Mokhnacheva, Ionesco), Gemme, Sciences Po, 2015.

ouragans (29 % environ). Les séismes et autres phénomènes géophysiques, quoique moins fréquents, provoquent également des déplacements massifs : entre 2008 et 2014, les tremblements de terre ont entraîné 14 % des déplacements totaux.

Au-delà des chiffres

Les estimations offrent un survol, mais ne remplacent pas un suivi attentif et approfondi permettant de connaître le sort des personnes une fois qu'elles ont été déplacées : combien de temps le restent-elles ? S'installent-elles en ville ? Optent-elles pour le retour ou s'implantent-elles

ailleurs de façon permanente ? Nécessitent-elles encore une aide ou risquent-elles d'être à nouveau déplacées ? Les statistiques globales ne renseignent pas non plus sur les besoins ni sur les expériences de ces personnes selon l'âge, le sexe, l'ethnicité ou la culture. Mais elles montrent que les événements fréquents à petite échelle, tout autant que les grandes catastrophes très médiatisées, affectent de manière disproportionnée les pays et populations les plus vulnérables. Améliorer les données sur les déplacements liés aux catastrophes aiderait à s'assurer qu'ils soient tous pris en compte.

Les données de l'IDMC

Chaque année, l'IDMC publie ses estimations sur l'échelle et la localisation des déplacements liés à des phénomènes géophysiques ou climatiques. Ces données concernent les populations évacuées ou dont les foyers sont devenus inhabitables mais n'indiquent pas leurs destinations et leurs trajectoires, ni la durée de leurs déplacements. Elles incluent parfois des populations déjà déplacées (par exemple, des personnes déplacées internes vivant dans des campements temporaires en zones menacées de catastrophes) ou des populations continuellement déplacées, car vivant dans des régions hautement vulnérables. Mais elles ne documentent pas les déplacements dus aux sécheresses et autres phénomènes de lente dégradation environnementale, dont l'évaluation exige une approche différente. De même, les impacts de catastrophes fréquentes et à petite échelle n'ont droit qu'à un suivi statistique limité, et la population touchée demeure souvent très sous-estimée et mal prise en compte dans les statistiques globales.

Montée des océans et risques côtiers

La montée des océans compte parmi les menaces climatiques les plus susceptibles de provoquer des migrations.

Selon le GIEC, le niveau moyen global des océans devrait augmenter de 30 cm à 1 mètre d'ici à 2100, avec un pic éventuel de 2 m dans certaines régions. Les zones côtières les plus basses,

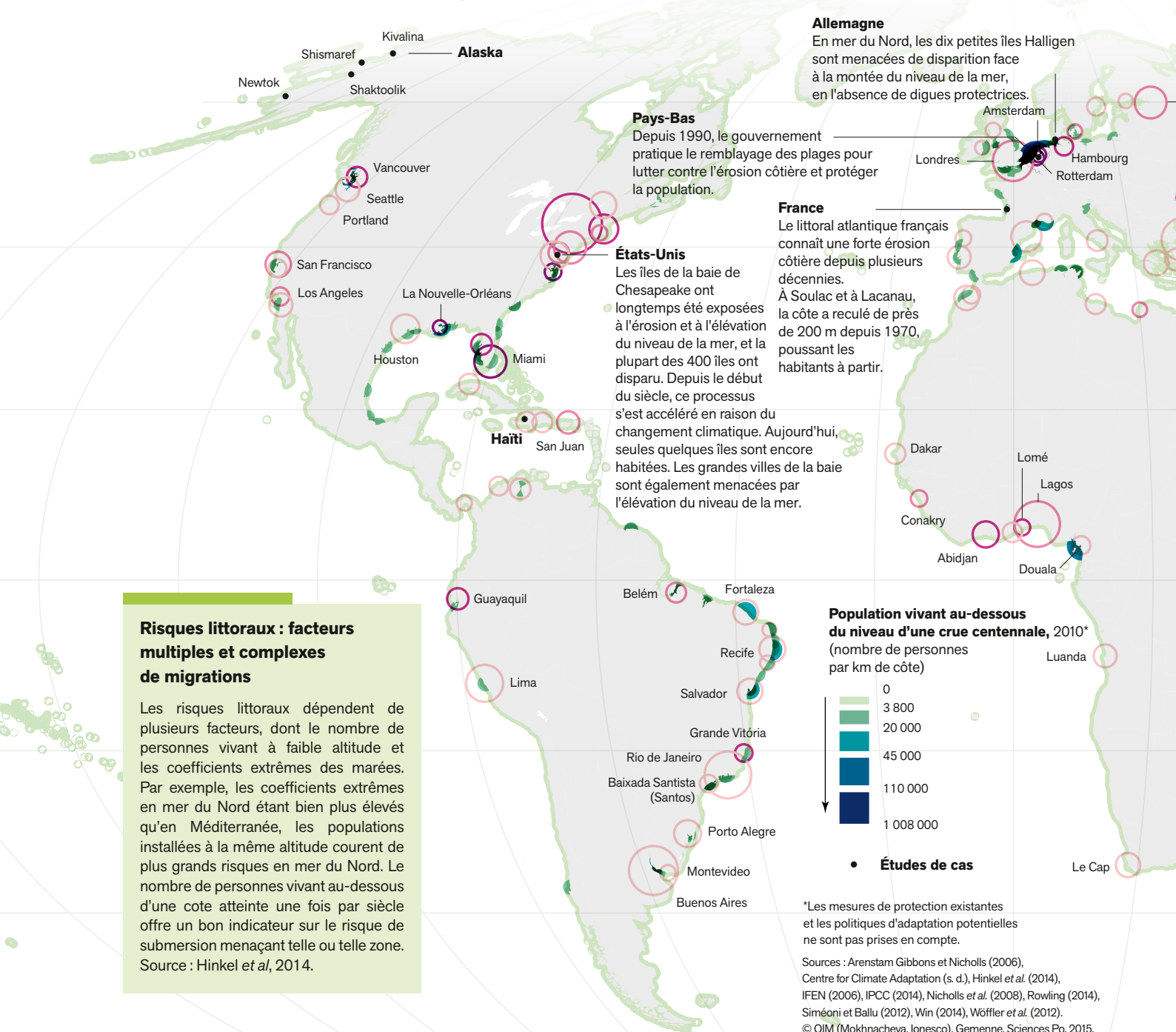
notamment les plaines deltaïques et les petites îles, particulièrement vulnérables, comptent également parmi les plus densément peuplées du monde, notamment en Asie du Sud et du Sud-Est.

Un rapport de l'OCDE répertorie les villes côtières les plus exposées aux extrêmes climatiques en termes de population et de ressources : environ 40 millions d'habitants de grandes villes côtières sont aujourd'hui susceptibles de submersion

dans les pays développés comme en développement. Ces chiffres devraient atteindre des niveaux bien plus élevés au milieu du XXI^e siècle.

Conséquences migratoires

Cause majeure d'urbanisation à travers le monde, les flux migratoires se dirigent principalement vers les zones côtières, ce qui a pour effet d'exacerber le risque posé par la montée des



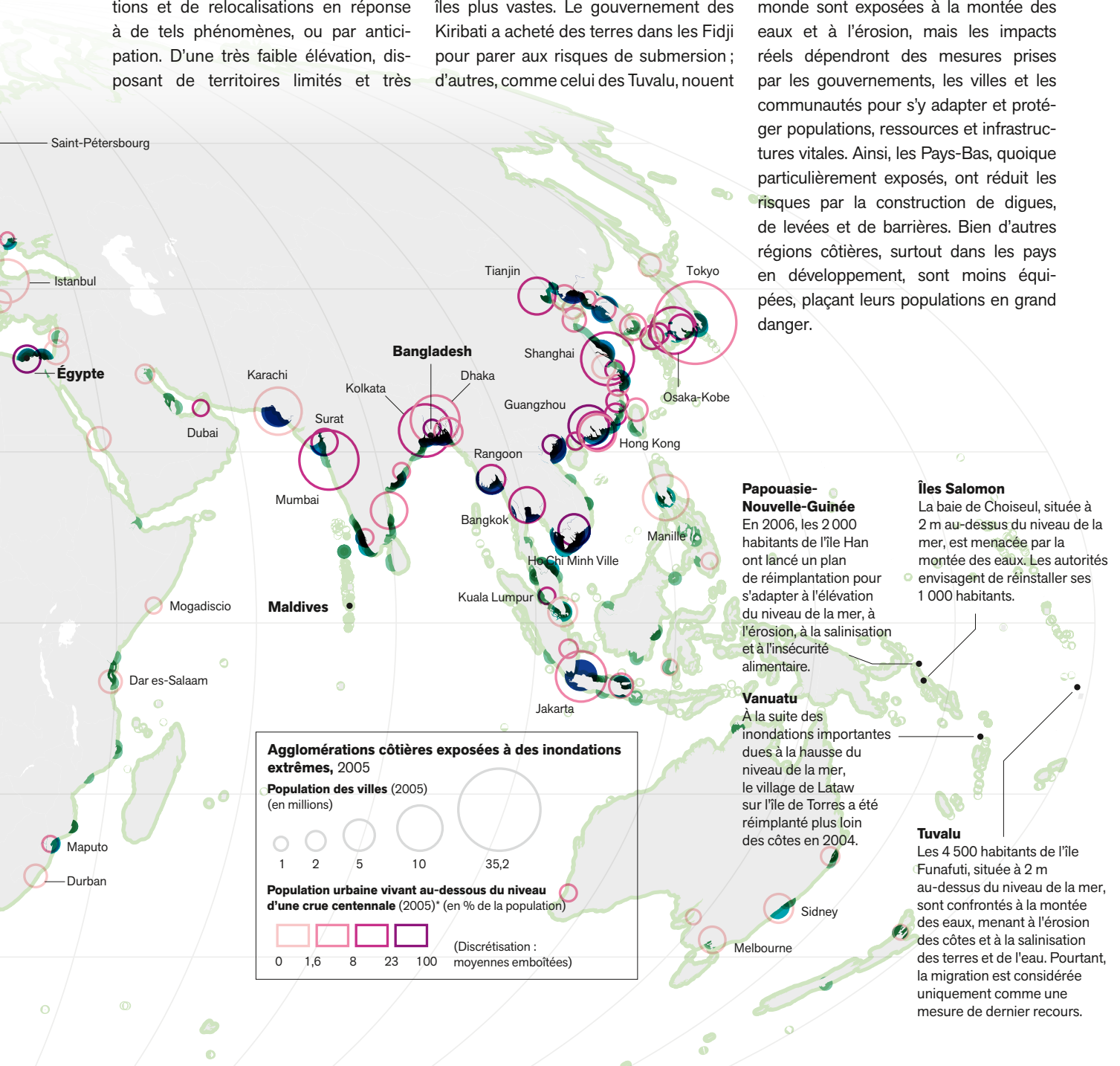
océans. Cette dernière salinise les sols et les nappes phréatiques, suscite inondations et vagues-submersions. Si les côtes demeurent sans protection, elle pourrait provoquer la destruction d'infrastructures et d'habitats par érosion et contraindre les populations à quitter les lieux. Récents ou passés, les exemples ne manquent pas de migrations et de relocalisations en réponse à de tels phénomènes, ou par anticipation. D'une très faible élévation, disposant de territoires limités et très

dépendants des ressources naturelles et de l'agriculture, les petits États insulaires en développement se retrouvent aujourd'hui en première ligne : l'intrusion de l'eau salée menaçant la sécurité alimentaire et sanitaire, les submersions régulières touchant villes et villages, des communautés entières doivent envisager un exode permanent vers des îles plus vastes. Le gouvernement des Kiribati a acheté des terres dans les Fidji pour parer aux risques de submersion ; d'autres, comme celui des Tuvalu, nouent

une coopération bilatérale avec leurs voisins pour faciliter de futures migrations. Mais ailleurs, le problème demeure entier pour les personnes les plus démunies qui resteront prises au piège des inondations et de l'érosion.

S'adapter

De nombreuses autres régions du monde sont exposées à la montée des eaux et à l'érosion, mais les impacts réels dépendront des mesures prises par les gouvernements, les villes et les communautés pour s'y adapter et protéger populations, ressources et infrastructures vitales. Ainsi, les Pays-Bas, quoique particulièrement exposés, ont réduit les risques par la construction de digues, de levées et de barrières. Bien d'autres régions côtières, surtout dans les pays en développement, sont moins équipées, plaçant leurs populations en grand danger.

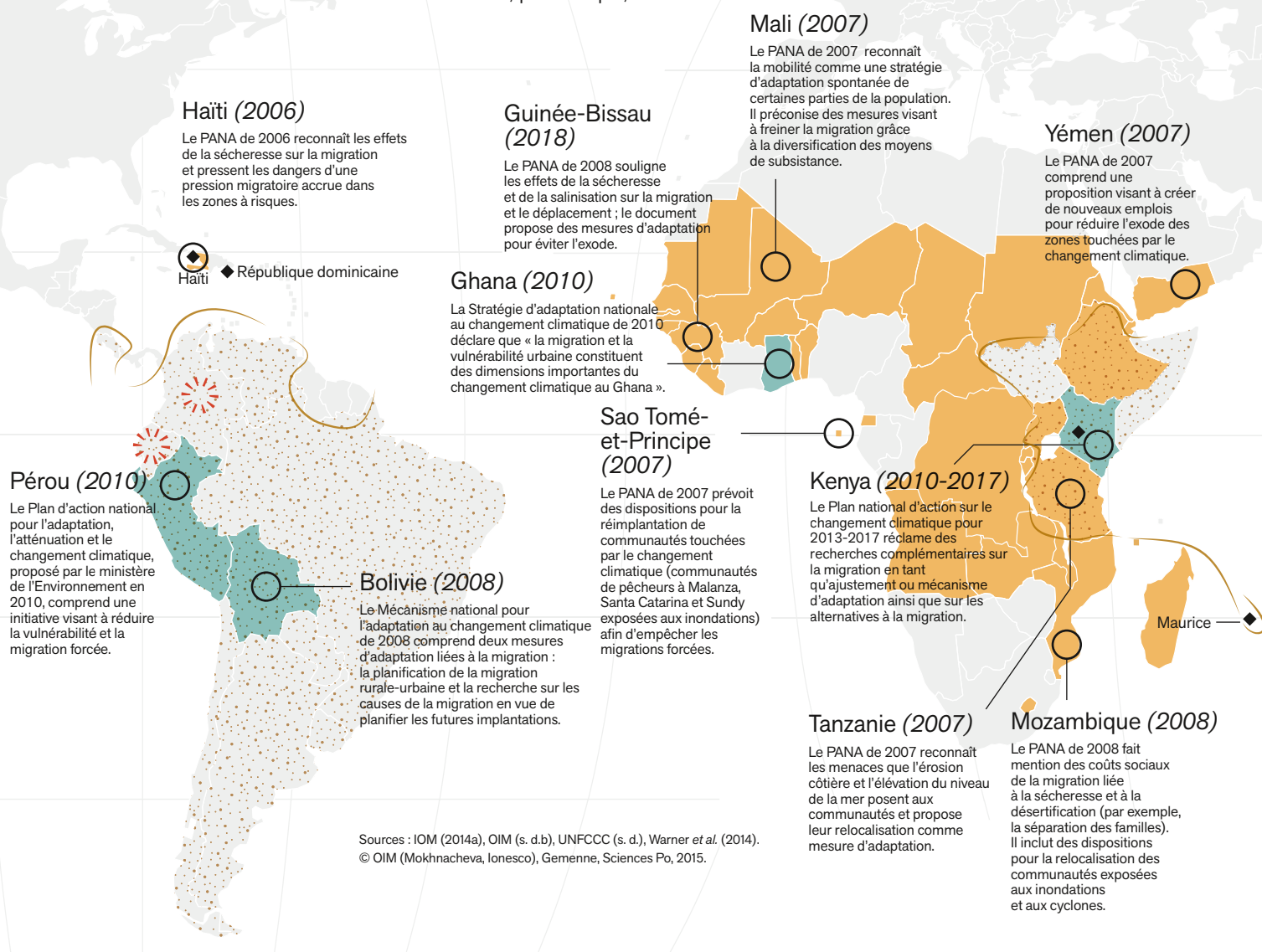


Intégrer la migration dans les stratégies d'adaptation au changement climatique

Généralement présentés comme un constat d'échec face aux effets irréversibles du changement climatique, les phénomènes migratoires pourraient au contraire contribuer aux stratégies d'adaptation s'ils étaient intégrés dans une approche globale.

Depuis 2010, la migration a été officiellement incluse dans les négociations internationales sur le climat via le texte-cadre de Cancún sur les politiques d'adaptation au changement climatique. Pourtant, peu de pays l'incorporent de manière concrète dans les stratégies d'adaptation nationales, que ce soit les programmes d'action nationaux pour l'adaptation (PANAs) de moyen terme ou les plans d'adaptation nationaux (PANs) de plus long terme. La migration est le plus souvent appréhendée de façon négative, comme une conséquence à éviter du dérèglement climatique. Le PANA de Tuvalu, par exemple, aborde le

sujet sous l'angle de la prévention afin de réduire l'afflux de population vers les zones urbaines. D'autres pays l'envisagent aussi à titre préventif, mais sans même se fixer des objectifs de stabilisation des zones à forte pression migratoire. Quelques-uns font figure d'exception : afin de limiter le recours à la migration, le Bangladesh, la Guinée-Bissau et le Mali ont fait évoluer leurs pratiques agricoles et de pêche et ont investi dans des infrastructures alternatives ; le Mozambique quant à lui a encouragé des pratiques de résilience face aux risques de catastrophes.



La migration comme stratégie d'adaptation

Dans certaines situations extrêmes, la migration est doré et déjà considérée comme une stratégie d'adaptation au changement climatique. C'est le cas des petits États insulaires qui prévoient de déplacer leur population face au risque de submersion. C'est aussi le cas des pays qui cherchent à réduire les tensions démographiques et les pressions sur les ressources naturelles dans les zones aux écosystèmes fragiles. Mais la migration est rarement traitée sous l'angle de ses bénéfices en termes d'adaptation, de résilience et de développement, par exemple quand elle se traduit par des

investissements des migrants et des diasporas en faveur d'entreprises aux pratiques écologiques, par des transferts de fonds vers des projets de réhabilitation des terres ou de reforestation, ou encore par l'acquisition de nouvelles compétences et expertises qui profitent aux communautés d'origine.

Optimiser le potentiel de la migration, interne ou internationale, tel est le grand défi des politiques publiques qui la conçoivent comme une stratégie d'adaptation. Les PANs constituent un cadre privilégié pour y parvenir, mais les États qui suivent cette voie se heurtent à l'absence de données attestant ce potentiel et sont

limités par le manque de financement et par l'étanchéité qui persiste entre les problématiques de la migration et celles de l'adaptation ou du développement. Pour y remédier, des pays comme le Bangladesh, la Colombie, l'Équateur, Haïti, le Brésil, la République dominicaine et le Kenya ont organisé des ateliers de formation réunissant scientifiques, décideurs politiques et membres de la société civile. Mais des outils concrets pour mieux conjuguer mobilité et adaptation restent à concevoir : programmes de recherche, conseils pour l'intégration de la migration dans les PANs, modules de formation, dialogues politiques.

La migration dans les politiques d'adaptation

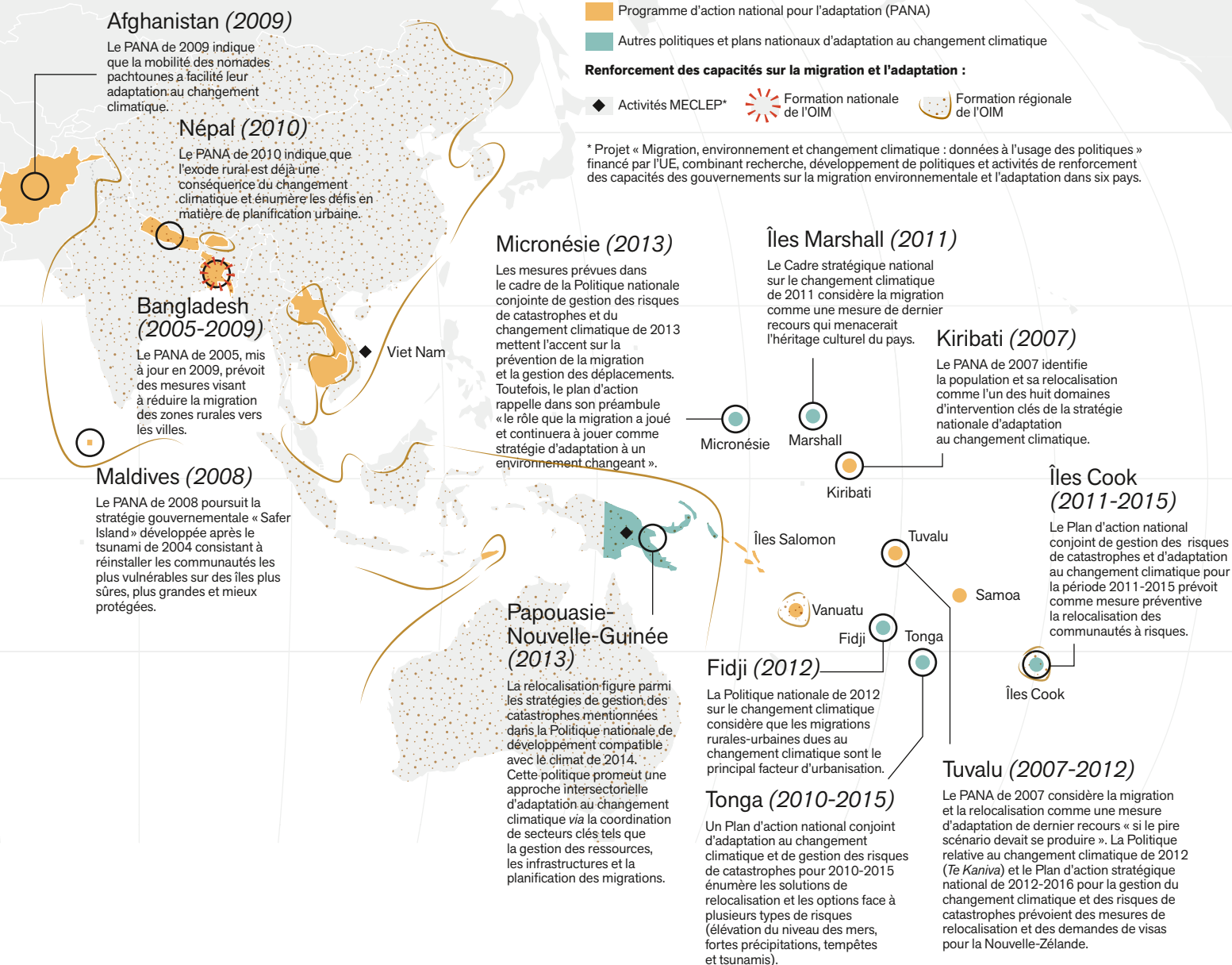
Politiques nationales d'adaptation mentionnant la migration, le déplacement ou la réinstallation :

- Programme d'action national pour l'adaptation (PANA)
- Autres politiques et plans nationaux d'adaptation au changement climatique

Renforcement des capacités sur la migration et l'adaptation :

- ◆ Activités MECLEP*
- ☀ Formation nationale de l'OIM
- ☀ Formation régionale de l'OIM

* Projet « Migration, environnement et changement climatique : données à l'usage des politiques » financé par l'UE, combinant recherche, développement de politiques et activités de renforcement des capacités des gouvernements sur la migration environnementale et l'adaptation dans six pays.





Aujourd'hui, un habitant de la planète sur sept est un migrant. La dégradation de l'environnement est une cause majeure de cette mobilité humaine sans précédent : une réalité largement ignorée que le changement climatique en cours ne va faire qu'amplifier.

Coordonné par trois des meilleurs experts des migrations environnementales, auxquels se sont joints cartographes et infographistes spécialisés, cet ouvrage pionnier dresse le premier état des lieux sur le sujet. À l'aide de plus de 100 cartes et graphiques, il en montre toutes les dimensions et propose des pistes pour répondre à ce grand défi du **xxi^e** siècle.

Car mieux comprendre ces migrations, c'est mettre au jour la manière dont les causes environnementales s'enchevêtrent avec d'autres facteurs – politiques, socio-économiques, psychologiques – qui poussent les individus au départ ou à l'exode. C'est anticiper les mouvements de population et permettre leur accompagnement raisonné. C'est contribuer à l'indispensable adaptation aux conséquences du changement climatique.

Dina Ionesco est chef de la division Migration, environnement et changement climatique à l'Organisation internationale pour les migrations.

Daria Mokhnacheva est spécialiste des migrations environnementales à l'Organisation internationale pour les migrations.

François Gemenne est politiste, spécialiste des questions environnementales (FNRS-ULg/UVSQ) et directeur exécutif du programme de recherche « Politiques de la Terre » à Sciences Po.